



# Politique étrangère 3/2012



## Deux dossiers

Où va l'Iran ?

L'Europe centrale  
est-elle à l'ouest ?

Retrouvez-nous  
sur le blog de la revue  
[politique-etrangere.com](http://politique-etrangere.com)

Entretiens exclusifs  
Articles gratuits en ligne  
Recensions d'ouvrages récents  
Archives (Lévi-Strauss, Sartre, etc.)

## Contact presse

Aude Jeanson

Service des publications

Tél. : 01 40 61 60 25 / Email : [jeanson@ifri.org](mailto:jeanson@ifri.org)

Épreuves PDF disponibles le **20/09**  
Exemplaires de presse disponibles le **25/09**

# Dossier 1

## Où va l'Iran ?



**L'IRAN** EST  
**FAIBLE** MAIS **LA**  
**RÉPUBLIQUE**  
**ISLAMIQUE**  
SE SENT  
**FORTE**

**Bernard Hourcade**, spécialiste de l'Iran, est directeur de recherche émérite au CNRS. Il a dirigé l'Institut français de recherche en Iran (Ifri) de Téhéran de 1978 à 1993.

L'Iran souffre des sanctions occidentales mais la République islamique estime avoir gagné la bataille du nucléaire. Si l'économie iranienne est en crise, elle n'est pas au bord de l'effondrement. Les responsables iraniens pensent donc, avec un nouveau consensus national, pouvoir gagner du temps, sans grande concession aux alliés occidentaux. Ces derniers cherchent sans doute aussi à gagner du temps : les négociations ont donc peu de chances de progresser rapidement.

**IRAN :**  
**MUTATION**  
**SOCIALE** ET  
**CONTESTATION**  
**POLITIQUE**

**Marie Ladier-Fouladi** est directrice de recherche au CNRS. Elle a notamment publié *Iran, un monde de paradoxes* (Nantes, L'Atalante, 2009).

Depuis la révolution islamique de 1979, la société iranienne a considérablement évolué. L'allongement de la durée des études des femmes a contribué à faire chuter la natalité et à remettre en cause l'ordre patriarcal. Les jeunes ont découvert de nouveaux espaces de liberté et se sont mis à contester l'ordre moral imposé par le régime. La répression du Mouvement vert de 2009 a radicalisé l'opposition au président Mahmoud Ahmadinejad.

**L'IRAN**  
**DANS SON**  
**CONTEXTE**  
**RÉGIONAL**

**Mohammad-Reza Djalili** est professeur émérite à l'Institut des hautes études internationales et du développement (IHEID) de Genève. **Thierry Kellner** est chargé de cours au département de science politique de l'Université libre de Bruxelles (ULB).

Après la guerre contre l'Irak, qui l'a contraint à nouer des relations de survie dans la région, la République islamique a habilement tiré profit des mutations internationales, des guerres américaines contre Saddam Hussein et de l'après-11 septembre pour accroître son influence régionale et s'insérer dans plusieurs structures multilatérales. La question nucléaire et les incertitudes nées des soulèvements arabes brident cependant le développement de la puissance régionale de l'Iran.

**NUCLÉAIRE**  
**IRANIE** :  
**QUE SAIT-ON ?**

**Dina Esfandiary** est expert sur l'Iran et responsable de projet au sein du Programme de non-prolifération et de désarmement de l'Institut international d'études stratégiques (IISS) de Londres.

En dépit de la mobilisation de toutes les formes de recueil du renseignement, la communauté internationale ne dispose pas des informations qui lui permettraient de connaître avec certitude les intentions de l'Iran. Téhéran est certes à la recherche d'une capacité nucléaire. Mais il sait que la décision de fabriquer une bombe, ou plusieurs, pour en arriver à une véritable posture dissuasive, constitue une ligne rouge, dont le franchissement s'avérerait pour lui extrêmement dangereux.

# Dossier 2

## L'Europe centrale est-elle à l'ouest ?



### NOMENKLATURA 2012 : LES NOUVEAUX DÉCIDEURS

**Thomas Schreiber**, journaliste, ancien éditorialiste de RFI, coresponsable de la série "L'Europe centrale et orientale" (Documentation française) et auteur de nombreux ouvrages consacrés à cette région, est professeur associé à l'École spéciale militaire de Saint-Cyr Coëtquidan.

Le terme de *nomenklatura*, censé avoir fait naufrage avec le communisme, perdure dans le vocabulaire politique des pays de l'Europe de l'Est. Ceux-ci sont désormais dirigés par des décideurs alliant les héritiers de la dissidence et de jeunes élites largement formées en Occident. L'origine de ces nouvelles élites explique les positions particulières qu'elles adoptent en matière économique, dans les choix stratégiques de la construction européenne, pour la défense de leurs intérêts nationaux.

### LES ÉCONOMIES DES « NOUVEAUX PAYS MEMBRES » DANS L'UNION EUROPÉENNE

**Sandor Richter** est chercheur à l'Institut des études économiques de Vienne (Wiener Institut für Internationale Wirtschaftsvergleiche, WIIW).

L'entrée des cinq pays d'Europe centrale dans l'Union européenne s'est traduite par un bouleversement de la position économique de ces pays. Les échanges avec l'UE sont devenus dominants. Les investissements étrangers proviennent principalement des pays de l'Union au profit de ces États, qui ont aussi été les principaux bénéficiaires des transferts redistributifs dans l'UE. Ils ont en revanche des positions variées quant à la monnaie unique : certains l'ont adoptée quand d'autres montrent quelque réticence.

### APRÈS LE RETOUR À L'EUROPE : LES POLITIQUES ÉTRANGÈRES DES PAYS D'EUROPE CENTRALE

**David Cadier** enseigne les relations internationales à la London School of Economics. Sa thèse de doctorat (CERI-Sciences Po) porte sur la politique étrangère des pays d'Europe centrale depuis leur adhésion à l'Union européenne.

Les politiques étrangères des pays d'Europe centrale ne peuvent se résumer à un atlantisme systématique qu'expliquerait la hantise d'une menace russe. Ces politiques, diverses, renvoient à des spécificités nationales et évoluent en fonction des contextes politiques internes et de la situation internationale. Le Partenariat oriental, même diversement considéré, reste pour ces pays un champ d'action privilégié dans les politiques de l'Union européenne.

# Repères et libres propos



## LE CONTEXTE DE LA PRÉSIDENTIELLE AMÉRICAINE DE 2012

Patrick Chamorel enseigne la science politique à l'université de Stanford.

C'est sans doute en politique étrangère que le premier mandat de Barack Obama peut afficher le plus de réussite. L'impasse économique, avec la plus longue crise depuis la Grande Dépression de 1929, pose, en revanche, de lourdes questions aux candidats, qui savent leurs marges de manœuvre budgétaires extrêmement réduites. La polarisation croissante de l'opinion politique devrait déboucher sur une élection très disputée, où la personnalité des candidats jouera sans doute un rôle décisif.

## GUERRE CIVILE EN SYRIE : LE RETOUR DU REFOULÉ

Isabelle Feuerstoss est chercheur postdoctoral à l'Institut français de géopolitique de l'université Paris 8.

Le soulèvement syrien a évolué en guerre civile. Le repli des différentes communautés composant la mosaïque syrienne est patent. Les ressentiments intercommunautaires qui avaient été refoulés pendant des décennies ont fini par ressurgir. Le régime, qui a longtemps instrumentalisé les communautés, est incapable de maîtriser la dérive « sectariste » du conflit. Quelle que soit l'issue des événements en cours, les haines qui nourrissent la guerre civile continueront de peser sur l'avenir du pays.

## ÉGYPTE : LES FRÈRES MUSULMANS ET LA BATAILLE POUR LE POUVOIR

Virginie Collombier est chercheur au sein du programme postdoctoral de l'Institut universitaire européen de Florence et chercheur associé à l'Arab Reform Initiative.

Mohamed Morsi est le premier civil président de l'Égypte, mais nul ne connaît ses pouvoirs. Ceux-ci devront sans doute être précisés dans le cadre de compromis passés entre la confrérie des Frères musulmans et le Conseil suprême des forces armées. Le face-à-face entre ces deux forces dominantes déterminera l'issue du processus constitutionnel. Beaucoup dépendra également de la cohésion de la confrérie et des relations qu'elle entretiendra avec les autres forces politiques égyptiennes.

## LIBYE : LE RÊVE DE KADHAFI DEVIENT-IL RÉALITÉ ?

Florence Gaub est chargée de recherche au Collège de défense de l'OTAN.

La Libye peut gérer une transition relativement calme et efficace parce qu'une partie des logiques et des institutions de la Jamahiriya ont paradoxalement survécu à la révolution de 2011. Le pays doit néanmoins décider de réformes d'ampleur, trancher le débat entre État unitaire/État fédéral, redessiner profondément ses institutions politiques et créer un nouveau rapport de confiance avec ses forces de sécurité. Ce dernier acquis permettrait seul le désarmement des milices.

# *Politique étrangère*

Une revue de référence en relations internationales



*Politique étrangère*, créée en 1936 et publiée par l'Institut français des relations internationales (Ifri) depuis 1979, est une revue de débats et d'analyses sur les grandes questions internationales : politiques, économiques ou de sécurité.

## **Anciens numéros**

**Été 2012.** Internet, outil de puissance / Asie : le choc des grandes stratégies

**Printemps 2012.** Comprendre la crise de la dette / Les soulèvements arabes : premier bilan

**Hiver 2011.** La déconstruction européenne ? / Démocratie, démocratisation

**Automne 2011.** Après le 11 septembre : les États-Unis et le Grand Moyen-Orient

**Été 2011.** 2001-2011. Al-Qaida et la guerre contre le terrorisme / L'avenir de la PAC

**Printemps 2011.** Les États fragiles / Le Japon. D'un modèle à l'autre

**Rédacteur en chef :** Dominique David

**Rédacteur en chef adjoint :** Marc Hecker

**Secrétariat de rédaction :** Cécile Tarpinian et Aude Jeanson

Pour connaître la composition du comité de rédaction, rendez-vous sur [politique-etrangere.com](http://politique-etrangere.com)